

Do more with less

Yves Genin

Professeur émérite de l'UCLouvain, ancien président du CA de Test-Achats

■ L'utilité des provinces et du Sénat, les privilèges coûteux des mutuelles et la gestion archaïque de Bruxelles: trois chantiers urgents à entreprendre pour aller vers un État plus économe et efficace.

La révolution numérique nous donne à tous des moyens toujours plus efficaces pour amplifier nos actions et en réduire les coûts. En particulier, la mutation technologique en cours offre à l'État qui n'a pas d'argent, sauf celui que lui apportent les contribuables, de très vastes opportunités pour mieux gérer les finances publiques. La Belgique est, paraît-il, un des pays les plus taxés au monde. Nos concitoyens ont donc le droit et, même, le devoir d'exiger que les pouvoirs publics gèrent leurs contributions en bon père de famille et s'organisent pour ce faire avec parcimonie.

À notre époque où les idéologies d'hier, de droite comme de gauche, se sont largement effondrées, où la société industrielle fait place à la société numérique et où le travail en ligne se substitue au travail à la chaîne, le pragmatisme devrait s'imposer à tous, à l'État au premier chef. En particulier, tout ce qui peut être centralisé et automatisé en son sein devrait l'être, tout ce qui doit être décentralisé et amplifié (le service aux personnes en particulier) devrait l'être tout autant. Dans la foulée, l'État serait aussi amené à se débarrasser de structures devenues obsolètes, inefficaces et donc inutilement dispendieuses. Bref, le conservatisme n'est plus de mise: il faut oser repenser et restructurer l'organisation de notre société pour la rendre à la fois plus efficace et plus économe. À cet égard et au risque de paraître rêveur, irréaliste, provocateur ou les

trois à la fois, évoquons quelques grands chantiers (parmi bien d'autres) qu'il semble urgent et nécessaire d'entreprendre dans notre pays.

Utilité des provinces et du Sénat

Ces dernières décennies, les structures de l'État ont été profondément modifiées. On a créé de nouveaux niveaux de pouvoir, les régions et les communautés, tous dotés d'élus et de gouvernements. Cependant, on a laissé les anciens en place: bref, on n'a rien "nettoyé". Certains prétendent, avec un brin d'ironie, que la Belgique est sans doute le pays le mieux gouverné au monde si l'on considère le rapport entre son nombre d'élus et ses habitants. Plus sérieusement, qui parmi nous perçoit encore l'utilité des provinces et du Sénat? Qui doute vraiment que leurs compétences ne pourraient pas être transférées à d'autres niveaux de pouvoir? Même si

leur éventuelle utilité était avérée, les importantes ressources que l'on consacre à leur maintien ne devraient-elles pas être prioritairement affectées à des besoins de la société bien plus évidents? Enfin, est-ce vraiment démagogue de penser qu'une des raisons principales de la subsistance de ces deux vénérables institutions est qu'elles procurent une rente de situation à des militants méritants et des caciques

vieillissants de tous nos partis traditionnels?

Connexion entre Inami et médecins

La Belgique s'enorgueillit d'avoir une médecine de grande qualité et une sécurité sociale performante qui rend les soins médicaux accessibles à tous.

Cependant, encore aujourd'hui, la personne qui va consulter un méde-

cin ou un spécialiste doit faire, le plus souvent, une sorte de parcours du combattant pour se faire rembourser ce qui lui revient. Le patient paye les honoraires demandés; en échange, le praticien lui délivre une attestation de soins donnés; le patient l'emporte chez lui pour y apposer la vignette appropriée; il doit ensuite la porter au bureau de sa mutuelle le plus

proche pour autant qu'il ne l'ait pas oublié, perdu ou égaré; il est enfin remboursé quelques jours plus tard. La

durée de ce parcours est, en pratique, indéterminée: la plupart d'entre nous attendent, en effet, d'avoir plusieurs attestations avant de se déplacer vers leur mutuelle. Une lente évolution semble toutefois s'ébaucher: dans certains cas et pourvu qu'ils se soient équipés pour le faire, des médecins peuvent envoyer directement une attestation de soins numérisée à la mutuelle de leur patient, ramenant ainsi le délai de remboursement à quelques jours. Même si cette dernière pratique devait se généraliser, ce serait encore un beau cas d'école d'anachronisme numérique.

D'un point de vue technique, rien n'empêche aujourd'hui la généralisation du tiers payant en établissant une connexion directe entre l'Inami et les médecins. Le patient et l'Inami payeraient ainsi simultanément chacun leur quote-part des honoraires médicaux. Cela mettrait toutes les parties sur un pied d'égalité financier d'une part, aurait pour effet de faciliter l'accès à la médecine à ceux parmi nous qui ont des fins de mois difficiles. Une conséquence directe de cette nouvelle procédure numérisée serait de mettre hors jeu, de facto, les mutuelles dans un domaine où elles n'apportent d'ailleurs aucune valeur ajoutée. Cette suppression d'une étape, devenue inutile, entraînerait, à coup sûr, des économies substantielles dans le budget des soins de santé qui en a grand besoin. On aura beau jeu d'objecter que toucher aux "privileges", même

désuets et coûteux, des mutuelles, c'est s'en prendre à une des vaches les plus sacrées de notre société et qu'il y a mille et une raisons de "continuer à faire comme on a fait". N'empêche, les faits sont têtus!

Gestion ubuesque de Bruxelles

On ne sait plus très bien aujourd'hui les bonnes ou mauvaises raisons pour lesquelles Bruxelles, au contraire d'Anvers par exemple, a échappé au processus de fusion des communes orchestré par le ministre Joseph Michel en 1977. À l'ère numérique, l'organisation institutionnelle de Bruxelles paraît franchement ubuesque. Les chiffres donnent le tournis. Bruxelles est une mosaïque composée de 19 communes sans aucune solidarité financière entre elles et aux frontières bizarres, résidus d'une histoire ancienne. Ses habitants élisent ensemble 695 conseillers communaux et 89 parlementaires à la région, lesquels choisissent 19 bourgmestres, 5 ministres et 2 secrétaires d'État et tout cela, sans compter les 19 élus au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et son gouvernement. Notre capitale compte un peu plus de 1,2 million d'habitants. Par comparaison, la ville d'Anvers en a un peu moins de la moitié et ses habitants élisent en tout et pour tout 55 conseillers communaux!

On ne fera pas la longue liste de tout ce qui à Bruxelles devrait être unifié et centralisé (les infrastructures, les états civils, les zones de police, les services informatiques, etc.), et cela étant fait, tout autant décentralisé et réorganisé en de multiples antennes locales rencontrant bien mieux qu'aujourd'hui les besoins individuels. En attendant, tous les pouvoirs aujourd'hui existants à Bruxelles s'entrecroisent et s'entrechoquent; de plus, ils ont généré une incroyable bureaucratie qui fait de l'aboutissement de n'importe quel dossier un long et capricieux chemin de croix.

Bref, la gestion actuelle de Bruxelles témoigne d'un archaïsme révoltant à l'ère de la révolution numérique. Elle entraîne de facto un gaspillage insensé. Toute cette gabegie est payée par nos impôts. Ce n'est pas admissible!

Le bon sens des élites politiques

Peut-on espérer voir ces chantiers un jour mis en œuvre? À court terme, c'est peu probable: les temps préélectoraux actuels ne s'y prêtent d'ailleurs guère. Plus tard, pourquoi ne pas y croire en pariant sur le bon sens de notre population et de ses élites politiques? Il faudra, cependant, à ceux qui nous gouverneront demain faire preuve de beaucoup de courage et d'un sens aigu du bien commun; cela n'ira pas sans déchirements internes, sans de coûteuses remises en cause d'intérêts partisans. Toutefois, s'ils devaient vraiment s'atteler à la tâche, ils auraient ainsi une chance de redonner à nos concitoyens le sentiment que les politiques s'occupent d'abord de vrais problèmes et pas surtout de leurs bisbrouilles politiciennes, communautaires ou migratoires. Ce n'est pas le cas aujourd'hui!

→ Titre, chapeau et intertitres sont de la rédaction. Titre original: "Vers un État plus économe et plus efficace?"

Toucher aux "privileges", même désuets et coûteux, des mutuelles, c'est s'en prendre à une des vaches les plus sacrées de notre société.